CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 70.332/2
du 29 novembre 2021

sur

un projet d'arrêté royal 'relatif à la formation du personnel des entreprises de systèmes d'alarme, à l'autorisation des organismes de formation et à l'agrément des formations'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 70.332/2
van 29 november 2021

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de opleiding van het personeel van de ondernemingen voor alarmsystemen, de vergunning van de opleidingsinstellingen en de erkenning van de opleidingen'

‡ LW-AJMVOBHFH-HADDCMW‡

Le 19 octobre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif à la formation du personnel des entreprises de systèmes d'alarme, à l'autorisation des organismes de formation et à l'agrément des formations'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 29 novembre 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 novembre 2021.

*

Op 19 oktober 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de opleiding van het personeel van de ondernemingen voor alarmsystemen, de vergunning van de opleidingsinstellingen en de erkenning van de opleidingen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 29 november 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 november 2021.

*

‡ LW-AJMVOBHFH-HADDCMW‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement ainsi que l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

Le projet examiné impose des traitements de données à caractère personnel, en particulier en ses articles 6, 29 et 30 [1].

L'avis de l'Autorité de protection des données doit par conséquent être recueilli. L'accomplissement de cette formalité préalable sera également visé au préambule du projet.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Les articles 13 et 14 du projet sont rédigés comme suit :

« Art. 13. Dans le cadre des formations, l'organisme de formation transmet les données suivantes à l'administration :

1° les données à caractère personnel déterminées par l'administration et ce, au plus tard au moment où les élèves reçoivent leurs résultats et maximum une semaine après le dernier examen d'une formation et maximum une semaine après les éventuelles épreuves de repêchage ;

2° les dates et lieux ou une formation est organisée si celle-ci n'est pas mentionnée sur le site web de l'organisme de formation et ce, une semaine avant le début de la formation.

Art. 14. La manière dont les renseignements visés à l'article 13 sont transmis, doit être conforme aux instructions de l'administration ».

[1] Sur les articles 29 et 30, voir toutefois l'observation générale formulée ci-après à propos de ces dispositions.

‡ LW-AJMVOBHFH-HADDCMW‡

Ces dispositions envisagent donc des traitements de données à caractère personnel qui constituent des ingérences dans le droit au respect de la vie privée des personnes concernées, garanti notamment par l'article 22 de la Constitution et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Pour être admissible au regard des dispositions précitées, l'ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée doit être définie en des termes clairs et suffisamment précis qui permettent d'appréhender de manière prévisible les hypothèses dans lesquelles le législateur autorise une pareille ingérence. Toute ingérence dans le droit au respect de la vie privée doit, en outre, reposer sur une justification objective et raisonnable et, par conséquent, être proportionnée aux buts poursuivis par le législateur.

Si les ingérences prévues par le projet poursuivent *a priori* un objectif légitime – à savoir le fait pour les pouvoirs publics de s'assurer que les personnes concernées auront rempli la condition de formation qui leur est imposée –, il convient de vérifier, au premier chef, le respect des exigences issues du principe de légalité inscrit à l'article 22 de la Constitution.

Comme la section de législation l'a souvent rappelé, en réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les « éléments essentiels » sont fixés préalablement par le législateur.

Par conséquent, les « éléments essentiels » des traitements de données à caractère personnel doivent être fixés dans la loi elle-même. À cet égard, la section de législation considère que, quelle que soit la matière concernée, constituent, en principe, des « éléments essentiels » les éléments suivants : 1° les catégories de données traitées ; 2° les catégories de personnes concernées ; 3° la finalité poursuivie par le traitement ; 4° les catégories de personnes ayant accès aux données traitées ; et 5° le délai maximal de conservation des données [2].

En l'espèce, la section de législation n'aperçoit pas quelle serait la disposition législative qui rencontrerait toutes et chacune des exigences ainsi rappelées.

Compte tenu du caractère fondamental de cette observation, les articles 13 et 14, qui ne pourront être adoptés sans intervention préalable du législateur, ne seront pas examinés plus avant.

[2] Avis n° 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique' (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1951/001, pp. 55 à 127, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68936.pdf).

‡ LW-AJMVOBHFH-HADDCMW‡

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'article 34 remplace l'article 1er, 3°, de l'« arrêté royal cartes », tel qu'il est défini à l'article 1er, 8°, du projet, en l'occurrence l'arrêté royal 'relatif aux modalités de demande, d'octroi, de renouvellement, d'adaptation, de refus, de retrait et de restitution des cartes d'identification nécessaires à l'exercice d'activités visées dans la loi réglementant la sécurité privée et particulière et fixant leur modèle'.

Cet arrêté n'est pas encore entré en vigueur et n'a pas encore fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge*. Or l'article 34 du projet prévoit d'en remplacer l'article 1er, 3°.

Si l'« arrêté royal cartes » entre en vigueur à une date antérieure à celle de l'entrée en vigueur du projet à l'examen, il y aura lieu de viser l'arrêté royal « cartes » au préambule avec sa date de promulgation et son intitulé complet.

2. L'article 31 de la loi du 2 octobre 2017 'réglementant la sécurité privée et particulière' procure un fondement juridique à l'article 28 du projet. Il doit donc être mentionné au préambule, dont l'alinéa 1er sera complété en conséquence.

DISPOSITIF

Article 1er

1. La notion de « système d'alarme » est déjà définie à l'article 2, 21°, de la loi du 2 octobre 2017.

Le procédé qui consiste à reproduire ou à paraphraser des dispositions législatives dans un texte de nature réglementaire ne peut être admis. Il en va d'autant plus ainsi lorsque des nuances, des ajouts ou des retraits sont ainsi apportés aux dispositions législatives.

Pareil procédé est en effet de nature à induire en erreur sur la nature juridique exacte des règles en question. En outre, lorsque le texte des dispositions réglementaires diffère de celui des dispositions législatives, il est susceptible de modifier la portée de ces dernières et partant, de les méconnaître.

Par conséquent, le 2° de l'article 1er sera omis.

2. Le 8° définit l'« arrêté royal cartes » comme étant « l'arrêté royal relatif aux modalités de demande, d'octroi, de renouvellement, d'adaptation, de refus, de retrait et de restitution des cartes d'identification nécessaires à l'exercice d'activités visées dans la loi réglementant la sécurité privée et particulière et fixant leur modèle ».

Comme il est relevé dans l'observation n° 1 formulée sous le préambule, à ce jour, cet arrêté n'est pas encore entré en vigueur et n'a pas encore fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge*. Il y aura lieu d'ajouter la date de l'arrêté lorsque tel sera le cas.

‡ LW-AJMVOBHFH-HADDCMW‡

3. Le 9° entend définir la « carte de stage » pour l'application de l'article 4 du projet. Compte tenu de ce qu'il n'est question de la carte de stage qu'à cette seule disposition et de ce que la définition prescrite par le 9° y renvoie expressément, il y a lieu d'intégrer ce 9° au sein de l'article 4 en question pour en faciliter la lecture.

Il y a lieu en outre, compte tenu de la définition donnée à l'« arrêté royal cartes » par le 8°, d'omettre les mots « d'identification » du 9°.

Article 6

L'article 17 du projet auquel il est renvoyé au 3° est divisé en alinéas et non en paragraphes.

Il y a dès lors lieu de viser l'alinéa 1er de l'article 17, et non son paragraphe 1er.

Article 15

Le pouvoir d'appréciation octroyé aux organismes de formation par l'article 15, alinéa 2, pour accorder une dispense aux candidats doit être encadré par l'énoncé de critères permettant d'en objectiver l'exercice et d'assurer ainsi le respect du principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination.

L'article 15 sera complété à cet effet.

Article 16

1. La section de législation n'aperçoit pas dans quelle disposition de la loi du 2 octobre 2017 l'alinéa 2 de l'article 16, qui assimile la présence aux cours et la participation aux examens en découlant à des « prestations normales de service », pourrait trouver son fondement juridique.

À défaut d'un tel fondement, l'alinéa 2 de l'article 16 sera omis.

2. Il est peu heureux de faire figurer la règle selon laquelle « les examens de repêchage […] doivent être organisés au plus tard deux mois après le passage du dernier examen d'une session d'examens précédente » au sein d'un dispositif, à savoir l'article 16, alinéa 1er, première phrase, *in fine*, de manière incidente au sein d'un texte qui a un autre objet.

Elle sera donc déplacée au sein d'un article séparé.

‡ LW-AJMVOBHFH-HADDCMW‡

Chapitre VIII – Commission formation entreprises de systèmes d'alarme (articles 22 à 27)

Le chapitre VIII du projet procède à la création d'une commission consultative dénommée « Commission formation entreprises de systèmes d'alarme ».

Selon l'article 23 du projet, cette commission se compose comme suit :

« 1° le délégué de l'administration qui assume la présidence ;

2° un représentant des départements Enseignement au sein des Communautés ;

3° un représentant de 'Syntra Vlaanderen', de l'Institut wallon de Formation en Alternance et des indépendants et Petites et Moyennes Entreprises' et de l'Institut de Formation Permanente pour les Classes Moyennes et les P.M.E.' ;

4° un représentant des organismes de formation autorisés ;

5° de trois membres proposés par les organisations qui représentent le secteur des entreprises de systèmes d'alarme ».

Cette composition doit être mise en rapport avec l'article 92*ter*, alinéa 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', aux termes duquel

« [l]e Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pris de l'accord des Gouvernements compétents, la représentation des Communautés et des Régions, selon le cas, dans les organes de gestion ou de décision des institutions et organismes nationaux, notamment consultatifs et de contrôle, qu'il désigne ».

À défaut d'accord de coopération sur ce point entre les niveaux de pouvoir concernés, la création de la Commission concernée suppose donc une délibération en Conseil des ministres ainsi que l'accord des Gouvernements des entités fédérées concernées.

Une autre formule consisterait à ce que la commission soit organisée en manière telle que la présence en son sein des personnes attachées à des secteurs relevant des entités fédérées ne soit conçue que comme facultative et qu'elles ne disposent en son sein que d'une voix consultative.

À défaut, elle ne pourra être instituée.

Il conviendra en tout état de cause de mentionner de manière expresse dans le dispositif l'autorité chargée de nommer les membres de la commission.

Compte tenu du caractère fondamental de cette observation, les articles 22 à 27 ne seront pas examinés plus avant.

‡ LW-AJMVOBHFH-HADDCMW‡

Article 28

1. Dans la phrase introductive, il y a lieu de renvoyer aux dispositions précises de la loi qui règlent les conditions que doit remplir un organisme de formation pour être autorisé.

2. Au 3°, compte tenu du fait que l'article 61, 4°, de la loi habilite le Roi à fixer les « conditions de formation et d'expérience professionnelles » auxquelles doivent satisfaire les personnes visées à l'article 60 de la même loi, le dispositif doit être complété afin de renvoyer aux dispositions légales ou réglementaires précises qui ont vocation à s'appliquer au « coordinateur de cours » plutôt que de se référer aux « conditions visées à l'article 61 de la loi qui lui sont applicables ».

La même observation vaut pour l'article 30, 2°.

Article 30

1. Conformément à l'article 148 de la loi du 2 octobre 2017, c'est la formation organisée qui fait l'objet de l'agrément concerné, et non l'organisme de formation.

La phrase introductive de l'article 30 serait dès lors mieux rédigée comme suit :

« Pour qu'une formation qu'il organise puisse être agréée, l'organisme de formation doit : […] ».

2. La section de législation n'aperçoit pas la pertinence du 7°, qui impose que, pour que la formation soit agréée, l'organisme de formation doit communiquer « la cote minimale requise pour l'obtention du certificat » : cette question est en effet déjà réglée par l'article 15 du projet, qui ne laisse pas de marge d'appréciation à l'organisme de formation.

3. La rédaction des 5° et 6° sera revue de manière à s'accorder sur le plan grammatical avec la phrase liminaire de l'article 30.

4. La disposition à l'examen sera réexaminée et revue à la lumière de ces observations.

*

‡ LW-AJMVOBHFH-HADDCMW‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)', gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), met overweging 96 van die verordening en met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens', voorziet in een verplichting om de toezichthoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 'tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit', te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met verwerking.

In het voorliggende ontwerp, en met name in de artikelen 6, 29 en 30, wordt verwerking van persoonsgegevens voorgeschreven.[1]

Bijgevolg moet het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit worden ingewonnen. De vervulling van dat voorafgaande vormvereiste moet ook in de aanhef van het ontwerp worden vermeld.

ALGEMENE OPMERKINGEN

De artikelen 13 en 14 van het ontwerp luiden als volgt:

"Art. 13. In het kader van de opleidingen maakt de opleidingsinstelling volgende gegevens over aan de administratie:

1° de door de administratie bepaalde persoonsgegevens en dit ten laatste op het ogenblik dat de cursisten hun resultaat ontvangen en maximum één week na het laatste examen van een opleiding en maximum één week na de eventuele herexamens;

[1] Zie evenwel de algemene opmerking *infra* over de artikelen 29 en 30.

‡ LW-AJMVOBHFH-HADDCMW‡

2° de data en plaats waar een opleiding georganiseerd wordt indien deze niet vermeld staan op de website van de opleidingsinstelling en dit één week voor de aanvang van de opleiding.

Art. 14. De wijze waarop de inlichtingen, bedoeld in artikel 13 worden overgemaakt, gebeurt volgens de onderrichtingen van de administratie".

Die bepalingen stellen dus een verwerking van persoonsgegevens in het vooruitzicht die een inmenging vormt in het recht op eerbiediging van het privéleven van de betrokkenen, een recht dat wordt gewaarborgd bij onder meer artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Om in het licht van de voornoemde bepalingen aanvaardbaar te zijn, moet de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven worden geformuleerd in duidelijke en voldoende nauwkeurige bewoordingen die het mogelijk maken de gevallen te voorzien waarin de wetgever een dergelijke inmenging toestaat. Elke inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven moet bovendien steunen op een objectieve en redelijke verantwoording en bijgevolg evenredig zijn met de door de wetgever nagestreefde doelstellingen.

Hoewel met de inmenging waarin het ontwerp voorziet *a priori* een legitiem doel wordt nagestreefd – namelijk dat de overheid zich ervan vergewist dat de betrokken personen de hun opgelegde opleiding hebben gevolgd – moet in de eerste plaats worden nagegaan of de vereisten die uit het legaliteitsbeginsel van artikel 22 van de Grondwet voortvloeien, zijn nageleefd.

De afdeling Wetgeving heeft al vaker opgemerkt dat, doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, die bepaling elke burger waarborgt dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettigheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de "essentiële elementen" voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld.

Bijgevolg moeten de "essentiële elementen" van de verwerking van persoonsgegevens in de wet zelf worden vastgelegd. In dat verband is de afdeling Wetgeving van oordeel dat, los van de aard van de betrokken aangelegenheid, de volgende elementen in beginsel "essentiële elementen" zijn: 1°) de categorie van verwerkte gegevens; 2°) de categorie van betrokken personen; 3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; 4°) de categorie van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en 5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.[2]

De afdeling Wetgeving ziet in dit geval niet welke wettelijke bepaling aan elk van de hier vermelde voorwaarden zou voldoen.

[2] Advies 68.936/AV, op 7 april 2021 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 14 augustus 2021 'betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie' (*Parl.St*. Kamer 2020-21, nr. 55-1951/001, 55-127, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/68936.pdf).

‡ LW-AJMVOBHFH-HADDCMW‡

Gelet op het fundamentele karakter van deze opmerking worden de artikelen 13 en 14, die niet kunnen worden vastgesteld zonder voorafgaand optreden van de wetgever, niet nader onderzocht.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Artikel 1, 3°, van het "koninklijk besluit kaarten", in artikel 1, 8°, van het ontwerp gedefinieerd als het koninklijk besluit 'betreffende de modaliteiten voor de aanvraag, de toekenning, de vernieuwing, de aanpassing, de weigering, de intrekking en de inlevering van de identificatiekaarten noodzakelijk voor het uitoefenen van activiteiten bedoeld in de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid en tot vaststelling van hun model', wordt vervangen bij artikel 34.

Dat besluit is nog niet in werking getreden en is evenmin in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Toch voorziet artikel 34 van het ontwerp in de vervanging van artikel 1, 3°, van dat besluit.

Indien het "koninklijk besluit kaarten" nog eerder dan het voorliggende ontwerp in werking treedt, dient het in de aanhef te worden vermeld, met opgave van de datum van afkondiging en het volledige opschrift ervan.

2. Artikel 31 van de wet van 2 oktober 2017 'tot regeling van de private en bijzondere veiligheid' verleent een rechtsgrond aan artikel 28 van het ontwerp. Het moet dus aanvullend worden vermeld in het eerste lid van de aanhef.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Het begrip "alarmsysteem" wordt al gedefinieerd in artikel 2, 21°, van de wet van 2 oktober 2017.

Het overnemen of parafraseren van wettelijke bepalingen in een tekst van reglementaire aard is niet toelaatbaar. Dat geldt des te meer wanneer daarbij in de wettelijke bepalingen nuances worden aangebracht of tekst wordt toegevoegd of weggelaten.

Een dergelijke werkwijze kan immers verwarring doen ontstaan over het ware rechtskarakter van de betrokken regels. Wanneer bovendien de tekst van de verordeningsbepalingen verschilt van die van de wettelijke bepalingen, kan hij die laatstgenoemde bepalingen inhoudelijk wijzigen en ze bijgevolg schenden.

Punt 2° van artikel 1 moet bijgevolg worden weggelaten.

‡ LW-AJMVOBHFH-HADDCMW‡

2. In punt 8° wordt het "koninklijk besluit kaarten" gedefinieerd als het "koninklijk besluit betreffende de modaliteiten voor de aanvraag, de toekenning, de vernieuwing, de aanpassing, de weigering, de intrekking en de inlevering van de identificatiekaarten noodzakelijk voor het uitoefenen van activiteiten bedoeld in de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid en tot vaststelling van hun model".

Zoals al is opgemerkt in opmerking 1 over de aanhef, is dat besluit momenteel nog niet in werking getreden en nog niet in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Wanneer dat het geval is, dient de datum van het besluit te worden toegevoegd.

3. Punt 9° geeft een definitie van de "stagekaart" met het oog op de toepassing van artikel 4 van het ontwerp. Aangezien de stagekaart slechts in die ene bepaling ter sprake komt en de definitie in punt 9° daar uitdrukkelijk naar verwijst, dient dat punt 9° in het betreffende artikel 4 te worden geïncorporeerd zodat het artikel beter leesbaar wordt.

Gelet op de definitie die punt 8° geeft van het "koninklijk besluit kaarten", dient voorts het woord "identificatiekaarten" in punt 9° te worden vervangen door het woord "kaarten".

Artikel 6

Artikel 17 van het ontwerp, waarnaar punt 3° verwijst, is onderverdeeld in leden en niet in paragrafen.

Men dient dus te verwijzen naar het eerste lid van artikel 17, en niet naar paragraaf 1 van dat artikel.

Artikel 15

De beoordelingsbevoegdheid die bij artikel 15, tweede lid, aan de opleidingsinstellingen wordt gegeven voor het verlenen van een vrijstelling aan de kandidaten, moet worden afgebakend door criteria die een objectieve uitoefening van die bevoegdheid mogelijk maken en aldus de eerbiediging van het grondwettelijke beginsel van gelijkheid en non-discriminatie waarborgen.

Daartoe moet artikel 15 worden aangevuld.

Artikel 16

1. De afdeling Wetgeving ziet niet welke bepaling van de wet van 2 oktober 2017 een rechtsgrond zou kunnen verlenen aan het tweede lid van artikel 16, dat de aanwezigheid in de lessen en de deelname aan de daaropvolgende examens gelijkstelt met "normale dienstprestaties"

Als een dergelijke rechtsgrond niet voorhanden is, moet het tweede lid van artikel 16 worden weggelaten.

‡ LW-AJMVOBHFH-HADDCMW‡

2. Het is nogal ongelukkig om de regel dat "de herexamens (…) ten laatste twee maanden na het afleggen van het laatste examen van een vorige examenzitting moeten georganiseerd worden" terloops op te nemen in een dispositief met een andere strekking, te weten artikel 16, eerste lid, eerste zin, *in fine*.

Die regel moet dus naar een apart artikel worden verplaatst.

Hoofdstuk VIII - Commissie opleiding ondernemingen voor alarmsystemen (artikelen 22 tot 27)

Bij hoofdstuk VIII van het ontwerp wordt een raadgevende commissie opgericht, "Commissie opleiding ondernemingen voor alarmsystemen" genoemd.

Die commissie heeft volgens artikel 23 van het ontwerp de volgende samenstelling:

"1° de afgevaardigde van de administratie die het voorzitterschap waarneemt;

2° een vertegenwoordiger van de departementen Onderwijs van de Gemeenschappen;

3° een vertegenwoordiger van 'Syntra Vlaanderen', van het 'Institut wallon de Formation en Alternance et des indépendants et Petites et Moyennes Entreprises' en van het 'Institut de Formation Permanente pour les Classes Moyennes et les P.M.E.';

4° een vertegenwoordiger van de vergunde opleidingsinstellingen;

5° drie leden voorgedragen door de organisaties die de sector van de ondernemingen voor alarmsystemen vertegenwoordigen".

Die samenstelling moet in verband worden gebracht met artikel 92*ter*, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen', dat als volgt luidt:

"Bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, genomen na akkoord van de bevoegde Regeringen, regelt de Koning de vertegenwoordiging van de Gemeenschappen en de Gewesten, naargelang van het geval, in de beheers- of beslissingsorganen van de nationale instellingen en organismen, onder meer met een adviserende en controlerende taak, die Hij aanduidt".

Bij ontstentenis van een samenwerkingsakkoord dienaangaande tussen de betrokken bevoegdheidsniveaus, veronderstelt de oprichting van de commissie in kwestie dus een overleg in de ministerraad en de instemming van de regeringen van de betrokken deelstaten.

Een andere werkwijze zou erin bestaan dat de commissie zo wordt georganiseerd dat de aanwezigheid van de personen die verbonden zijn aan sectoren die onder de deelstaten ressorteren, slechts als facultatief wordt opgevat en dat die personen binnen de commissie slechts een raadgevende stem hebben.

Anders kan de commissie niet worden opgericht.

Hoe dan ook dient in het dispositief uitdrukkelijk te worden vermeld welke overheid belast is met het benoemen van de leden van de commissie.

‡ LW-AJMVOBHFH-HADDCMW‡

Gelet op het fundamentele karakter van deze opmerking, worden de artikelen 22 tot 27 niet nader onderzocht.

Artikel 28

1. In de inleidende zin dient te worden verwezen naar de precieze wetsbepalingen die regelen aan welke voorwaarden een opleidingsinstelling moet voldoen om een vergunning te krijgen.

2. Daar artikel 61, 4°, van de wet de Koning ertoe machtigt de "voorwaarden inzake beroepsopleiding en beroepservaring" vast te stellen waaraan de personen bedoeld in artikel 60 van dezelfde wet moeten voldoen, moet het dispositief aanvullend verwijzen naar de precieze wettelijke of verordenende bepalingen die zullen gelden voor de "cursuscoördinator", in plaats van dat wordt verwezen naar de "de voorwaarden bepaald in artikel 61 van de wet die op hem van toepassing zijn".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 30, 2°.

Artikel 30

1. Overeenkomstig artikel 148 van de wet van 2 oktober 2017 slaat de erkenning in kwestie op de georganiseerde opleiding, en niet op de opleidingsinstelling.

De inleidende zin van artikel 30 zou dan ook beter als volgt luiden:

"Opdat een opleiding georganiseerd door een opleidingsinstelling erkend kan worden, moet de opleidingsinstelling: (…)".

2. De afdeling Wetgeving begrijpt niet wat de relevantie is van punt 7°, waarin wordt voorgeschreven dat de opleidingsinstelling een "vereist minimumcijfer voor het behalen van het certificaat" moet meedelen opdat de opleiding erkend kan worden. Die kwestie wordt namelijk al geregeld in artikel 15 van het ontwerp, dat de opleidingsinstelling geen enkele beoordelingsvrijheid laat.

‡ LW-AJMVOBHFH-HADDCMW‡

3. De redactie van de punten 5° en 6° moet worden herzien zodat ze grammaticaal aansluit bij de inleidende zin van artikel 30.

4. De voorliggende bepaling moet in het licht van deze opmerkingen opnieuw worden onderzocht en herzien.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER Pierre VANDERNOOT

‡ LW-AJMVOBHFH-HADDCMW‡